

France 2030 : entre enthousiasme et circonspection

« Le plan d'investissement France 2030 accueilli avec circonspection par les industriels », titre **Les Echos**, qui souligne que, selon Emmanuel Macron, pour donner une chance à l'industrie tricolore, il faut « financer l'innovation là où elle se trouve », sans attendre que les grands industriels ne la détectent. Et tant pis si cela ne plaît pas à tout le monde. Forcément, les réactions des premiers concernés ne se sont pas fait attendre. « Il est positif que l'Etat ait choisi de se concentrer sur des technologies où son soutien est réellement nécessaire », juge le Medef. « Financer l'innovation là où elle est, c'est la bonne formule, abonde Alexandre Saubot, le président de France Industrie. Maintenant, il faut être attentifs à l'exécution et que nous, industriels, soyons au rendez-vous, comme nous l'avons été pour le plan de relance. » Quant aux chiffres présentés, avec l'effet de levier des investissements des entreprises, ils semblent rester cohérents avec les attentes. « Il ne manque pas de zéro », pointe Alexandre Saubot. D'autres sont beaucoup plus sceptiques, voire irrités par le discours présidentiel. « D'habitude, l'Etat est plus modeste. Là, il nous dit où nous devons investir et abandonne sa traditionnelle neutralité technologique », s'étonne Bruno Grandjean, le patron de Redex. « Qu'il commence par résoudre les problèmes régaliens, comme les ports, le fret ferroviaire ou la recherche universitaire, ou par créer de meilleures conditions pour que les entrepreneurs investissent dans l'industrie », peste le dirigeant d'une autre ETI, qui préférerait voir ses impôts de production baisser davantage. Pointés du doigt, les dirigeants de grands groupes veulent, de leur côté, rester discrets. (**Les Echos, p.18**)

« Un effet modéré attendu sur la croissance », titre **Les Echos**, indiquant que, selon Bruno Le Maire, France 2030 créerait 45 milliards d'euros de richesse supplémentaire pour l'économie française d'ici à 2030. Les économistes jugent ce calcul crédible. « Pourquoi pas ? On est en période de sortie de récession et de taux d'intérêt bas, ce qui favorise les multiplicateurs élevés. Si l'argent est bien dépensé, c'est envisageable », estime Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz. Les experts de l'OFCE sont sur la même ligne. « Un coefficient multiplicateur de 1,5 sur des investissements, nos modèles nous disent que c'est possible », abonde Éric Heyer, son directeur du département analyse et prévision. « Plus que les montants engagés, ce qui est crucial est la gouvernance qui va être mise en place », souligne le président de l'OFCE, Xavier Ragot. Pour mener ce type de plan, « il faut être efficace et opérationnel, insiste-t-il. Et surtout, savoir arrêter très vite des projets voués à l'échec. » (**Les Echos, p.18**)

« Pour réindustrialiser, il faut investir plus dans la recherche », titre **Challenges**, pour un point de vue de Patrick Artus, conseiller économique de Natixis, qui juge qu'accroître les sommes consacrées à la R&D est plus que jamais nécessaire. (**Challenges, p.36**)